

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Emissions et cotations

Valeurs françaises

TONNER DRONES

Société anonyme au capital de 41.477,33 euros
Siège social : 1, avenue Alexandre Pascal – 06400 Cannes
530 740 562 R.C.S. Cannes
(ci-après la « **Société** »)

AVIS AUX ACTIONNAIRES**Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription
par émission d'actions ordinaires nouvelles**

Objet de l'insertion. – La présente insertion a pour objet d'informer les actionnaires de la Société d'une augmentation de capital, par émission d'actions ordinaires nouvelles, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires et de l'admission sur le marché Euronext Growth Paris des droits préférentiels de souscription (« **DPS** ») ainsi que des actions nouvelles.

CARACTÉRISTIQUES DE LA SOCIÉTÉ

Dénomination sociale. – La Société a pour dénomination sociale « TONNER DRONES ».

Forme sociale. – La Société est une société anonyme à Conseil d'administration régie par les lois et les règlements en vigueur ainsi que par ses statuts.

Numéros d'identification. – Immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Cannes : 530 740 562 R.C.S. Cannes – Identifiant SIRET du siège social : 530 740 562 00075.

Adresse du siège social. – 1, avenue Alexandre Pascal, 06400 Cannes

Montant du capital social. – Le capital social est fixé à la somme de 41.477,33 €. Il est divisé en 1.659.093 actions ordinaires de même catégorie de vingt-cinq dixièmes de centime d'euro (0,025 €) de valeur nominale chacune, intégralement souscrites et entièrement libérées.

Objet social. – La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- toutes activités d'études techniques, de conseil, d'assistance, de maîtrise d'œuvre, de fabrication, de distribution et de commercialisation, sous toutes formes, de tous systèmes téléopérés et services associés et notamment de drone à usage civil ; la conception et la fabrication de tous matériels électroniques, de toutes pièces en matériaux composites, et plus généralement de toutes pièces mécaniques ;
- toutes activités de prestation de services auprès de toutes entreprises, notamment toutes prestations d'ingénierie ;
- l'achat, la vente et plus généralement la distribution ou le négoce, soit pour son compte, soit pour le compte de tiers, de tous produits (et/ou services) en relation avec la microélectronique, la microinformatique, la visualisation et le modélisme ; et
- généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son développement ou son extension.

Pour réaliser l'objet ci-dessus, la Société peut :

- créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesses de vente, gérer et exploiter, directement ou indirectement, tous établissements et locaux quelconques, tous objets mobiliers et matériels ;
- obtenir ou acquérir tous brevets, licences, procédés et marques de fabrique, les exploiter, céder ou apporter, concéder toutes licences d'exploitation en tous pays ;
- agir, directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers et soit seule, soit en association, participation ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes physiques ou morales, et réaliser, directement ou indirectement en France ou à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les opérations entrant dans son objet social ; et
- prendre, sous toutes ses formes, tous intérêts et participations dans toutes sociétés, groupements ou entreprises françaises ou étrangères, ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

Durée de la Société. – La Société a été immatriculée le 7 mars 2011 pour une durée de 99 ans arrivant à expiration le 7 mars 2110, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Législation applicable. – La Société est une société anonyme à Conseil d'administration régie par la loi française.

Exercice social. – Chaque exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Avantages particuliers stipulés par les statuts au profit de toute autre personne. – Néant.

Catégories d'actions émises et leurs caractéristiques. – Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire, sauf dans les cas où la forme nominative est imposée par les dispositions législatives et réglementaires.

Elles donnent lieu à une inscription à un compte individuel au nom de l'actionnaire dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

En vue de l'identification des détenteurs de titres au porteur, la Société est en droit de demander à tout moment, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur et contre rémunération à sa charge, au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres, selon le cas, le nom ou la dénomination, la nationalité, l'année de naissance ou l'année de constitution et l'adresse des détenteurs de titres conférant, immédiatement ou à terme, le droit de vote dans ses assemblées générales d'actionnaires, ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. La Société, après avoir suivi la procédure décrite ci-dessus et au vu de la liste transmise par le dépositaire central, a la faculté de demander, soit par l'entremise de ce dépositaire central, soit directement, dans les mêmes conditions et sous peine des sanctions prévues à l'article L. 228-3-2 du Code de commerce, aux personnes figurant sur cette liste et dont la Société estime qu'elles pourraient être inscrites pour compte de tiers, les informations concernant les propriétaires des titres prévues ci-dessus. Les renseignements obtenus par la Société ne peuvent être cédés par celle-ci, même à titre gratuit, sous peine de sanctions pénales.

Droits et obligations attachés aux actions. – Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les actionnaires ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-7 du Code de commerce, toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder un nombre d'actions représentant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, des trois dixièmes, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital ou des droits de vote informe la Société dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, à compter du franchissement de seuil de participation, du nombre total d'actions ou de droits de vote qu'elle possède. Cette information est également donnée dans les mêmes délais lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils mentionnés ci-dessus.

La personne physique ou morale concernée informe également l'Autorité des Marchés Financiers, dans un délai et selon les modalités fixées par son règlement général, à compter du franchissement des seuils de participation de la moitié ou des dix-neuf vingtièmes du capital. Cette information est portée à la connaissance du public dans les conditions fixées par le règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Cession et transmission des actions. – Les actions sont librement négociables. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société jusqu'à la clôture de la liquidation. Les mouvements de titres non libérés des versements exigibles ne sont pas autorisés.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet par la Société ou par des intermédiaires financiers habilités.

Les titres de capital et les valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances de la Société sont librement cessibles.

Les actions inscrites en compte se transmettent librement par virement de compte à compte, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La location des actions est interdite.

Convocation et lieu de réunion des assemblées générales. – Les assemblées générales sont convoquées soit par le Conseil d'administration ou, à défaut par les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné en justice dans les conditions prévues par la loi.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Lorsque toutes les actions ne revêtent pas la forme nominative, préalablement aux opérations de convocation, la Société publie au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, trente-cinq (35) jours avant la réunion de l'assemblée générale, un avis contenant notamment le texte des projets de résolutions qui seront présentés à l'assemblée.

La convocation est effectuée quinze (15) jours avant la date de l'assemblée par insertion d'un avis dans un journal d'annonces légales du département du lieu du siège social et dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires.

Les titulaires d'actions nominatives depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation, sont convoqués par lettre ordinaire quinze (15) jours avant la réunion des assemblées. Cette convocation peut également être transmise par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur, à l'adresse indiquée par l'actionnaire.

Les réunions ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans l'avis de convocation.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième assemblée et, le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée, sont convoquées six (6) jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première assemblée. L'avis ou les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première. En cas d'ajournement de l'assemblée par décision de justice, le juge peut fixer un délai différent.

Les avis et lettres de convocation doivent mentionner les indications prévues par la loi, notamment l'ordre du jour, l'adresse électronique de la Société à laquelle peuvent être envoyées les questions écrites des actionnaires et, le cas échéant, la mention de l'obligation de recueillir l'avis ou l'approbation préalable de la masse des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital.

Accès aux assemblées – Pouvoirs. – Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, sur simple justification de son identité, dès lors que ses actions ont été libérées des versements exigibles.

Toutefois, ce droit est subordonné à l'inscription en compte des actions nominatives et pour les actions au porteur, par la justification de l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce, au troisième (3^{ème}) jour ouvré précédent l'assemblée générale à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la Société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier. L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 susvisé est constaté dans les conditions fixées à l'article R. 225-85, II du Code de commerce.

Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint, son partenaire pacsé ou par un autre actionnaire ; à cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées, qu'ils soient actionnaires ou non.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la Société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la Société trois (3) jours au moins avant la date de l'assemblée pour être pris en compte.

Quorum – Majorité. – Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et ayant le droit de vote, sauf dans les assemblées spéciales où il est calculé sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout après déduction des actions privées du droit de vote en application des dispositions légales.

En cas de vote par correspondance, seuls sont pris en compte pour le calcul du quorum les formulaires dûment complétés et reçus par la Société trois (3) jours au moins avant la date de l'assemblée.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Toutefois, un droit de vote double à celui conféré aux autres actions eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis deux ans au moins.

Assemblée générale ordinaire. – L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les délais légaux et réglementaires en vigueur, pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

Assemblée générale extraordinaire. – L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions ; elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

Affectation et répartition des résultats. – Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Le solde, s'il en existe, est réparti par l'assemblée entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital. Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Bilan. – Le bilan des comptes sociaux annuels au 31 décembre 2022 est publié en annexe.

CADRE JURIDIQUE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL

Prospectus. – En application des dispositions de l'article L. 411-2-1 1° du Code monétaire et financier et des articles 211-2 et 211-3 du Règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (« **AMF** »), la présente émission ne donne pas lieu à un prospectus soumis à l'approbation de l'AMF dans la mesure où le montant total de l'offre calculé sur une période de douze mois ne dépasse pas 8.000.000 €.

Assemblée générale ayant autorisé l'émission. – L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société qui s'est tenue le 27 janvier 2023, aux termes de sa 3^{ème} résolution, a délégué sa compétence au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, à l'effet d'émettre, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la Société.

Décision du Conseil d'administration de faire usage de la délégation conférée par l'Assemblée Générale Mixte. – En vertu de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 27 janvier 2023 aux termes de sa 3^{ème} résolution, le Conseil d'administration de la Société, lors de sa réunion en date du 1^{er} mars 2024, a décidé de faire usage de la délégation qui lui a été consentie et a arrêté le principe d'une augmentation de capital par émission d'actions nouvelles, réalisée avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, et a conféré tous pouvoirs au Directeur Général de la Société pour décider le lancement de ladite émission et fixer les modalités définitives de cette augmentation de capital ou, le cas échéant, y surseoir (la « **Subdélégation** »).

Décision du Directeur Général de la Société de faire usage de la Subdélégation afin de procéder à l'émission. – En vertu de la Subdélégation conférée par le Conseil d'administration en date du 1^{er} mars 2024, le Directeur Général a décidé, en date du 11 mars 2024, de procéder à une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires dans les conditions et modalités détaillées ci-après.

CARACTÉRISTIQUES ET MODALITÉS DE SOUSCRIPTION DES ACTIONS NOUVELLES

Nombre d'actions nouvelles à émettre. – Le nombre total d'actions nouvelles à émettre (collectivement les « **Actions Nouvelles** » et individuellement une « **Action Nouvelle** ») s'élève à 199.091.160, soit une augmentation de capital d'un montant brut de 4.977.279,00 €, prime d'émission incluse.

Ce nombre d'Actions Nouvelles a été déterminé en considération du nombre d'actions actuellement émises par la Société (soit 1.659.093 actions).

Prix de souscription. – Le prix de souscription a été fixé à 0,025 € par Action Nouvelle, correspondant à la valeur nominale par action. Le prix de souscription ne sera donc assorti d'aucune prime d'émission.

Le prix de souscription fait apparaître une décote faciale de 97,22% par rapport au cours de clôture du 11 mars 2024 (0,90 €).

Le prix de souscription est à libérer intégralement à la souscription en numéraire, c'est-à-dire en espèces et/ou par compensation de créances.

Période de souscription. – La souscription des Actions Nouvelles sera ouverte du 18 mars 2024 au 27 mars 2024 inclus.

Modalités de souscription. – Chaque actionnaire recevra un droit préférentiel de souscription par action inscrite sur son compte-titres à l'issue de la séance de bourse du 15 mars 2024. Afin de garantir cette inscription en compte-titres à cette date, l'exécution des ordres réalisés sur les actions existantes sur le marché Euronext Growth Paris doit intervenir au plus tard le 13 mars 2024.

La souscription des Actions Nouvelles est réservée, par préférence (i) aux porteurs d'actions existantes qui se verront attribuer un DPS par action existante détenue et (ii) aux cessionnaires des DPS.

Chacun des titulaires de DPS pourra souscrire :

- à titre irréductible, à raison de 120 Actions Nouvelles pour 1 action existante détenue, sans qu'il soit tenu compte des fractions ; et
- à titre réductible, à un nombre d'Actions Nouvelles qu'ils désireraient en sus de celui leur revenant du chef de l'exercice de leurs DPS à titre irréductible. Seules les Actions Nouvelles éventuellement non souscrites au titre des souscriptions à titre irréductible seront réparties entre les souscripteurs à titre réductible, dans la limite de leurs demandes et au prorata du nombre d'actions existantes dont les DPS auront été utilisés à l'appui de leurs souscriptions à titre irréductible sans qu'il puisse en résulter une attribution de fraction d'Action Nouvelle.

Les DPS ne pourront être exercés qu'à concurrence d'un nombre de DPS permettant la souscription d'un nombre entier d'Actions Nouvelles. Les titulaires de DPS qui ne possèderaient pas, au titre de la souscription à titre irréductible, un nombre suffisant d'actions existantes ou de DPS pour obtenir un nombre entier d'Actions Nouvelles, devront faire leur affaire de l'acquisition sur le marché Euronext Growth Paris du nombre de DPS permettant d'atteindre le multiple conduisant à un nombre entier d'Actions Nouvelles.

Les DPS formant rompus pourront être cédés sur le marché Euronext Growth Paris pendant la période de cotation des DPS, sous le code ISIN FR001400ONI6.

Au cas où un même souscripteur présenterait plusieurs souscriptions distinctes, le nombre d'Actions Nouvelles lui revenant à titre réductible ne sera calculé sur l'ensemble de ses DPS que s'il en fait expressément la demande spéciale par écrit, au plus tard le jour de la clôture de la souscription. Cette demande devra être jointe à l'une des souscriptions et donner toutes les indications utiles au regroupement des droits, en précisant le nombre de souscriptions établies ainsi que le ou les intermédiaires habilités auprès desquels ces souscriptions auront été déposées.

Les souscriptions au nom de souscripteurs distincts ne peuvent être regroupées pour obtenir des Actions Nouvelles à titre réductible.

Il est précisé que 30 actions sont auto-détenues par la Société.

Pour exercer leurs DPS, les titulaires devront en faire la demande auprès de leur intermédiaire financier habilité, à tout moment pendant la durée de la période de souscription, soit entre le 18 mars 2024 et le 27 mars 2024 inclus, et payer le prix de souscription correspondant de 0,025 € par Action Nouvelle, en espèces et/ou par compensation de créances. Les DPS non exercés seront caducs de plein droit à la fin de la période de souscription, soit le 27 mars 2024 à la clôture de la séance de Bourse.

Un avis publié par Euronext fera connaître, le cas échéant, le barème de répartition pour les souscriptions à titre réductible.

Demandes de souscription à titre libre. – En sus de la possibilité de souscrire à titres irréductible et réductible suivant les conditions et modalités précisées, toute personne physique ou morale, détenant ou non des DPS, pourra souscrire à l'augmentation de capital à titre libre.

Les personnes désirant souscrire à titre libre devront faire parvenir leur demande auprès de leur intermédiaire financier habilité à tout moment durant la période de souscription et payer le prix de souscription correspondant.

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-134 du Code de commerce, les souscriptions à titre libre ne seront prises en compte que si les souscriptions à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, étant précisé que le Directeur Général de la Société, en vertu de la Subdélégation, disposera de la faculté de répartir librement les Actions Nouvelles non souscrites, en totalité ou en partie, entre les personnes (actionnaires ou tiers) de son choix ayant effectué des demandes de souscriptions à titre libre.

Etablissements domiciliataires – Versement des souscriptions. – Les souscriptions d'Actions Nouvelles et les versements de fonds par des actionnaires dont les actions sont inscrites sous la forme nominative administrée ou au porteur seront reçus jusqu'au 27 mars 2024 (inclus) auprès de leur intermédiaire habilité.

Les souscriptions d'Actions Nouvelles et les versements de fonds par des actionnaires dont les actions sont inscrites sous la forme nominative pure seront reçus jusqu'au 27 mars 2024 (inclus) auprès d'Uptevia (90-110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex).

Chaque souscription devra être accompagnée du paiement du prix de souscription par versement d'espèces et/ou par compensation de créances. Les souscriptions qui n'auront pas été intégralement libérées seront annulées de plein droit sans qu'il soit besoin de mise en demeure.

Les sommes versées lors des souscriptions et se trouvant disponibles après les allocations seront remboursées sans intérêt aux souscripteurs par les intermédiaires habilités qui les auront reçues.

Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront centralisés par Uptevia (90-110 Esplanade du Général de Gaulle – 92931 Paris La Défense Cedex), qui sera chargée d'établir le certificat de dépôt des fonds constatant la réalisation de l'augmentation de capital et l'émission des Actions Nouvelles.

Cotation des droits préférentiels de souscription. Les actionnaires de Tonner Drones recevront un 1 DPS pour chaque action détenue (soit au total 1.659.093 DPS émis). Chaque actionnaire détenant 1 DPS (et des multiples de ce nombre) pourra souscrire à 120 Actions Nouvelles (et des multiples de ce nombre) au prix unitaire de 0,025 €.

Les DPS seront cotés et négociés sur Euronext Growth Paris sous le code ISIN FR001400ONI6 entre le 14 mars 2024 et le 25 mars 2024 inclus. A défaut de souscription ou de cession, ils deviendront caducs à l'issue de la période de souscription et leur valeur sera nulle.

Droits préférentiels de souscription détachés des actions auto-détenues. – En application de l'article L. 225-206 du Code de commerce, la Société ne peut souscrire à ses propres actions. Les DPS détachés des actions auto-détenues de la Société au 14 mars 2024 seront cédés sur Euronext Growth Paris avant la fin de leur période de négociation dans les conditions de l'article L. 225-210 du Code de commerce.

Limitation du montant de l'augmentation de capital. – Dans le cas où les souscriptions recueillies à titre irréductible, à titre réductible et à titre libre n'auraient pas absorbé la totalité du montant de l'augmentation de capital, le Conseil d'administration pourra limiter le montant de l'augmentation de capital au montant des souscriptions reçues, conformément à l'article L. 225-134 du Code de commerce, à la condition que celui-ci atteigne au moins 3.732.929,25 €, correspondant à 75% du montant brut de l'augmentation de capital. A cet égard, il est précisé que la Société a reçu des engagements de souscription de la part d'actionnaires et d'investisseurs pour un montant total de 4.977.279,00 € représentant 100% de l'augmentation de capital.

Restrictions de placement. – La vente des Actions Nouvelles et des DPS peut, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique.

Produit net de l'augmentation de capital. – Le produit net de l'augmentation de capital (correspondant au montant brut diminué de l'ensemble des frais relatifs à l'augmentation de capital, en ce compris le montant des commissions dues aux investisseurs qui se sont engagés à souscrire à titre libre à l'Augmentation de Capital afin d'assurer sa réalisation à 100%) s'élèverait à environ 4,6 M€ en cas de réalisation de l'augmentation de capital à hauteur de 100%.

Engagements d'abstention et de conservation. – Aucun engagement d'abstention ou de conservation n'a été pris dans le cadre de l'augmentation de capital.

Le 29 février 2024, des investisseurs ont racheté l'ensemble des obligations convertibles en actions détenues par Yorkville Advisors et la Société a ainsi pu mettre fin à ses relations avec Yorkville Advisors à compter du 1^{er} mars 2024. Le

management a l'intention d'arrêter de se financer au travers de tout type de produits à prix d'émission d'actions nouvelles variable.

Le seul mécanisme d'émission d'actions nouvelles à prix variable fonction du cours de bourse encore actif à la date des présentes correspond au programme d'*equitization* des dettes mis en place dans le cadre d'une convention de fiducie relative à la fiducie existante (la « **Fiducie A** ») conclue le 15 septembre 2022 entre la Société et le fiduciaire Equitis Gestion, et modifiée le 3 janvier 2023 puis le 7 juin 2023.

Sous réserve de l'accord des constituants bénéficiaires de la Fiducie A et de la conclusion d'un nouvel avenant à la convention de fiducie avant la fin de la période de souscription, il est envisagé que la Fiducie A souscrive à l'augmentation de capital par voie de compensation de créances à hauteur de 250.000 €. Si cette souscription par la Fiducie A ne pouvait avoir lieu pour une quelconque raison, Tonner Drones procéderait alors au remboursement en espèces de cette somme.

A l'issue de l'augmentation de capital, le solde des créances détenues par la Fiducie A sur Tonner Drones serait de l'ordre de 2,1 M€. A l'instar du contrat d'obligations convertibles en actions, Tonner Drones souhaite mettre fin à ce produit à prix variable.

Cependant, d'ici là, la Fiducie A pourra continuer à « equitiser » la créance qu'elle détient sur Tonner Drones avec une restriction de vente plafonnée à 13,5% maximum du volume quotidien.

Garantie. – L'augmentation de capital ne fait pas l'objet d'une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du Code de commerce. Il est cependant précisé que la Société a reçu des engagements de souscription dont le montant total représente 100% de l'augmentation de capital.

Engagements de souscription. – Aux termes d'engagements irrévocables de souscription pris envers la Société, 14 actionnaires et investisseurs se sont engagés à souscrire les Actions Nouvelles pour un montant total de 4.977.279,00 €, représentant 100% du montant de l'augmentation de capital. Il est précisé qu'en cas d'allocation partielle des Investisseurs, les souscriptions seront prioritairement libérées par compensation de créances.

Les engagements de souscription sont répartis comme suit :

- des engagements de souscription à titres irréductible et réductible pour un montant total de 1.000.000 € par voie de compensation de créances ;
- des engagements de souscription à titre libre pour un montant total de 37.963 € par voie de compensation de créances ;
- des engagements de souscription à titre libre de la part de 12 investisseurs (les « **Investisseurs** »), pour un montant total de 3.939.316 €, dont 1.520.800 € par voie de compensation de créances, étant précisé que dans le cadre cette dernière catégorie d'engagements, les souscriptions des Investisseurs ne devront être servies qu'à hauteur du montant strictement nécessaire pour que l'augmentation de capital soit réalisée à hauteur de 100% du montant de l'augmentation de capital, réparti entre Investisseurs au prorata de leurs engagements respectifs, et seront en conséquence réduites à due proportion.

En contrepartie des engagements de ces Investisseurs qui permettent de sécuriser la réalisation de l'augmentation de capital, ces derniers percevront une commission égale à 7% HT du montant de leurs engagements respectifs.

Jouissance. – Les Actions Nouvelles porteront jouissance courante et seront assimilables aux actions existantes de la Société.

Place et date de cotation. – Les Actions Nouvelles émises dans le cadre de l'augmentation de capital feront l'objet d'une demande d'inscription aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris. Elles seront immédiatement assimilées aux actions existantes de la Société déjà négociées sur le marché Euronext Growth Paris et négociables, à compter de cette date, sur la même ligne de cotation que ces actions sous le même code ISIN (FR001400H2X4 – Mnémonique : ALTD).

Selon le calendrier indicatif de l'augmentation de capital, la date de livraison prévue des Actions Nouvelles est prévue le 5 avril 2024.

Pour TONNER DRONES
Monsieur Bradley TAYLOR
Directeur Général

ANNEXE : Bilan social au 31 décembre 2022 (En Euros)

	31/12/2022			31/12/2021
	Brut	Amortissement	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)				
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	8 604	8 604		
Frais de développement	4 239 579	4 239 579		
Concessions, brevets et droits similaires	62 582	44 948	17 634	18 164
Fonds commercial (1)	2 006 110	2 006 110		
Autres immobilisations incorporelles	1 532 891	1 532 891		260 393
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	693 227	375 453	317 774	359 505
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations mises en équivalence				
Autres participations	29 714 236	27 337 141	2 377 095	13 294 049
Créances rattachées à des participations	10 298 006	3 967 390	6 330 616	10 840 682
Autres titres immobilisés				5 833
Prêts				
Autres immobilisations financières	159 268		159 268	166 454
Total II	48 714 503	39 512 116	9 202 387	24 945 081
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	776 088	176 772	599 316	1 028 704
Autres créances	413 668	44 927	368 741	174 937
Capital souscrit – appelé, non versé	0		0	
Valeurs mobilières de placement	692	214	478	45
Disponibilités	527 350		527 350	447 208
Charges constatées d'avance (3)	1 015 481		1 015 481	426 831
Total III	2 733 279	221 913	2 511 366	2 077 726
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)	124 000		124 000	92 000
Ecarts de conversion actif (VI)				
Total general (I+II+IV+V+VI)	51 571 782	39 734 029	11 837 753	27 114 807

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an 1 756 857

(3) Dont à plus d'un an

	31/12/2022	31/12/2021
	Net	Net
Capitaux propres		
Capital (dont versé : 350 278 €)	350 278	245 186
Primes d'émission, de fusion, d'apport	59 396 491	55 248 832
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale	102 296	102 296
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	231 517	231 517
Report à nouveau	-32 231 622	-22 745 946
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-24 650 719	-10 710 151
Subventions d'investissements		
Provisions réglementées	313 095	143 184
Total I	3 511 335	22 514 917
Autres fonds propres		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	109 099	135 158
Total II	109 099	135 158
Provisions		
Provisions pour risques	292 832	186 587
Provisions pour charges		
Total III	292 832	186 587
Dettes (1)		
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles	3 100 000	2 300 000
Autres emprunts obligataires		
Emprunts auprès d'établissements de crédit	13	14
Concours bancaires courants	874	1 229
Emprunts et dettes financières diverses	663	7 863
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		84 240
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	636 198	876 349
Dettes fiscales et sociales	367 341	569 669
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	397 256	397 256
Autres dettes	3 422 142	2 524
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance (1)		39 000
Total IV	7 924 487	4 278 145
Ecart de conversion passif (V)		
Total général (I+II+III+IV+V)	11 837 753	27 114 807
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	7 924 487	4 278 145